

paiements. Une opposition assez farouche et assez négative s'est manifestée, et certains députés ont pratiqué une opposition que je pourrais qualifier de «filibuster». Je pense ne pas exagérer en disant qu'on s'est appliqué à empêcher l'adoption du projet de loi C-244 pour des raisons, qui, je pense, proviennent de certaines directions provinciales.

Je ne suis pas de l'Ouest, mais j'ai entendu parler de certaines choses. Je ne peux certainement pas approuver une telle attitude de la part des députés qui, aujourd'hui, reprochent au gouvernement de ne pas avoir payé de subventions. Le gouvernement a tenté, grâce à un nouveau bill, d'accorder des avantages marqués. Il était tout à fait juste de croire que l'opposition se serait empressée d'adopter le projet de loi ou en aurait, bien sûr, discuté d'une façon normale. Chaque député qui comprend bien son rôle au sein de l'opposition a la responsabilité de discuter d'un projet de loi et d'essayer de proposer des amendements qui pourraient l'améliorer. Le rôle premier d'un membre de l'opposition, comme celui de tout député, c'est de ne pas hésiter à appuyer un bill qui a du sens, comme nous devons tous avoir le courage de combattre un bill qui n'en a pas.

A mon avis, le bill C-244 était acceptable, car il visait à combler certaines lacunes du bill C-239. Le gouvernement faisait non seulement un effort louable, mais affichait une assez bonne volonté à l'égard des agriculteurs de l'Ouest. Cependant, pour des raisons que j'ai mentionnées tantôt et que les députés de l'opposition connaissent surtout mieux que moi, on s'est opposé à ce que le bill soit adopté et, aujourd'hui, on s'en réjouit. Au fait, on s'applique à condamner le gouvernement et on l'accuse de ne pas avoir fait à temps les paiements qu'il devait aux agriculteurs, faisant de la petite politique et disant aux agriculteurs que le gouvernement refuse de leur verser des sommes d'argent qui leurs sont dues.

Monsieur le président, je me sens obligé de participer à ce débat, afin de demander aux députés, une dixième fois, une quinzième fois, peut-être, d'être un peu plus pratiques, un peu plus honnêtes. Si l'on veut faire de la politique pour combattre le gouvernement, il est possible de le faire, puisque le système actuel le permet. Mais je crois qu'il serait important que les agriculteurs du pays connaissent bien l'attitude de certains députés. Je ne dirai pas que la majorité des députés sont malhonnêtes envers leurs commettants, mais je crois qu'il serait très important que les agriculteurs sachent que certains députés se sont appliqués au comité à embarrasser le gouvernement pour le plaisir de l'embarrasser, comme d'habitude d'ailleurs. Je dois dire, en toute honnêteté, que lorsque les députés ministériels occupaient les sièges de l'opposition, ils ont commis la même faute. Mais ce n'est pas une raison pour dire que lorsque les ministériels étaient du côté de l'opposition, ils se livraient à cette pratique. Cette attitude, je la condamne depuis fort longtemps, même avant de faire de la politique, me déçoit énormément.

Et l'on parle de principes, ce soir; on réclame la liberté, on crie à l'injustice, mais on oublie peut-être de se demander si l'on joue vraiment son rôle comme député de l'opposition. Je sais combien la population serait déçue de mieux connaître l'attitude de certains députés qui s'amuse à faire de la politique, quand on pense que des millions sont en jeu et que des producteurs dans le besoin attendent ces millions.

[M. LaSalle.]

J'ai nettement l'impression que le gouvernement est disposé à payer ces producteurs. Il suffirait que les députés de l'opposition soient assez ouverts d'esprit pour accepter qu'un temps limité soit consacré à la troisième lecture de ce bill, et je suis convaincu que le gouvernement, en moins de 24 heures, serait disposé à payer les agriculteurs qui sont les commettants de plusieurs députés qui, aujourd'hui, adressent des reproches sévères au gouvernement. Soyons plus honnêtes quant aux responsabilités qui nous incombent.

On a dit tantôt qu'il s'agissait d'une tragédie. La tragédie, ce n'est pas que le gouvernement n'ait pas payé adéquatement ces producteurs. Je crois que le gouvernement est disposé à adopter le bill C-244 le plus tôt possible, même s'il doit y apporter certaines améliorations. La tragédie, c'est que dans cette enceinte, il se fait encore trop de politique, ce qui est malheureux. Tout député doit être objectif plutôt que de se livrer à la «politicaillerie», car on sait parfaitement bien que ce sont les Canadiens qui doivent payer la note.

J'invite les députés à être plus consciencieux à l'égard de leurs responsabilités, et je crois que la perte de confiance de la population canadienne à l'égard des politiciens est attribuable à certains «politicaillers» qui s'efforcent d'avancer toutes sortes d'arguments et oublient trop souvent leurs responsabilités premières.

Je souhaiterais que la population canadienne soit davantage au courant des débats qui se déroulent dans cette enceinte, ce qui l'inciterait à inviter les députés à être plus objectifs et à faire un travail plus fructueux.

La tragédie, ce n'est pas que le gouvernement n'ait pas payé, car il a démontré qu'il voulait le faire. Je soulève cet argument, non pas pour sauver la face du gouvernement—car je reconnais qu'il doit payer et que c'est urgent—mais il ne pourra le faire qu'avec une meilleure collaboration des députés de l'opposition. Je crois que le gouvernement a raison de dire qu'il n'a pas eu cette collaboration, et je demanderais aux députés de l'opposition, à ceux qui veulent vraiment démontrer cette honnêteté envers leurs commettants, de dire au gouvernement qu'ils sont disposés à accepter un débat limité pour que ces paiements se fassent le plus tôt possible, et j'ai nettement l'impression que le gouvernement est disposé à agir vite, dans l'intérêt des producteurs.

• (11.50 p.m.)

Monsieur le président, la tragédie n'est sûrement pas celle qu'on a définie tantôt. Je terminerai ces quelques remarques en invitant les honorables députés de l'opposition à faire preuve de cette objectivité. Quant à ceux qui font appel à l'article 75C que j'appelle le bâillon de la Chambre, je leur dirai que si le gouvernement l'avait imposé lors du débat en comité, j'ai nettement l'impression que les députés qui se sont opposés au bill auraient mérité ce bâillon. Je suis de ceux qui croient, depuis au moins deux ans, que la limitation des débats est nécessaire à la Chambre, puisque le système permet aux partis de l'opposition—et ceci n'est pas nouveau—d'exagérer, et les Canadiens doivent en payer le prix.

Il est urgent que les députés réfléchissent sur cette question et acceptent la limitation des débats, ce qui leur permettrait de s'exprimer suffisamment, tout en autorisant le gouvernement à agir plus vite et en tenant compte des intérêts de la société. Conséquemment, il ne